

Tabula rasa ? La question transylvaine après 1945 dans les manuels scolaires hongrois et roumains

JEREMY FLOUTIER
UNIVERSITE DE SZEGED

La Transylvanie, territoire aux identités multiples, occupe depuis le XIX^e siècle une place centrale dans les constructions nationales hongroise et roumaine, deux projets aux aspirations analogues, mais concurrentes et difficilement conciliables. Au-delà de cette rivalité pour le contrôle de la région, marquée par plusieurs changements territoriaux dans la première moitié du XX^e siècle, deux mémoires parallèles se sont construites, où le bonheur de l'un fait bien souvent le malheur de l'autre.

À la suite du transfert de la région du royaume de Hongrie vers le royaume de Roumanie au lendemain de la Première Guerre mondiale, l'animosité entre les deux peuples s'exacerba. Du côté roumain, l'Assemblée nationale d'Alba Iulia (Gyulaféhevár – Karlsburg) du 1^{er} décembre 1918, qui proclama l'union de la Transylvanie à la Roumanie, constitue l'aboutissement d'un rêve national. À l'inverse, le traité de Trianon, signé le 4 juin 1920, officialisa la dislocation de la Hongrie et demeure un véritable traumatisme collectif pour de nombreux Hongrois. De tous les territoires perdus, les 103 000 km² transférés au royaume de Roumanie sont ceux qui exercent la plus grande fascination, en raison de l'importance démographique et culturelle de la communauté magyare, ainsi que du rôle historique de la région dans l'imaginaire national hongrois.

Au cours de l'entre-deux-guerres, le révisionnisme fit consensus au sein de la société hongroise, tout comme le maintien des acquis territoriaux chez les Roumains. Au début de la Seconde Guerre mondiale, sous le patronage de l'Allemagne nazie et de l'Italie fasciste, la Hongrie récupéra la moitié septentrionale de la Transylvanie, soit 43 492 km², à l'occasion du Second arbitrage de Vienne, signé le 30 août 1940. Après le coup d'État du 23 août 1944, orchestré par le roi Michel I^{er} et les partis traditionnels, la Roumanie se retourna contre ses anciens alliés. À la suite d'âpres combats, les armées soviéto-roumaines reprurent la Transylvanie du Nord aux forces germano-hongroises. Après quelques tractations, l'Union soviétique opta pour un rétablissement des frontières de 1920, décision entérinée par le traité de Paris, signé le 10 février 1947. Entre 1918 et 1947 le territoire changea donc de mains à quatre reprises et incarne l'épicentre des tensions hungaro-roumaines, avec son lot d'exactions commises de part et d'autre, de souffrances et de traumatismes.

Après 1945, le basculement des deux pays dans la sphère d'influence soviétique transforma en profondeur le rapport officiel aux questions territoriales et aux désormais « peuples frères », unis de force. Dans le cadre de la fraternité socialiste, une nouvelle grille de lecture du passé s'imposa, dictée par l'idéologie marxiste. Dès lors, les vicissitudes du passé furent dépeintes comme le fruit du nationalisme bourgeois, capitaliste et impérialiste, tandis que la question nationale était officiellement déclarée « résolue ». Cette « *pax sovie-*

tica » imposa alors une chape de plomb sur la question des frontières et des minorités, mettant en avant l'internationalisme de façade et une schématisation à outrance. La lutte contre le révisionnisme et le nationalisme fut érigée en priorité, entraînant une profonde mutation du discours sur la Transylvanie, signe d'un refoulement d'un passé jugé embarrassant.

Afin de mettre au jour l'évolution du traitement de la question transylvaine entre le retour de l'armée roumaine en Transylvanie du Nord et la signature du traité de Paris, les manuels d'histoire du secondaire publiés en Hongrie et en Roumanie entre 1945 et 1989 sont mobilisés. Dans les deux pays, l'arrivée au pouvoir des communistes en 1947/1948 s'accompagna d'une mise au pas de l'éducation, avec l'instauration d'un système de manuel scolaire unique par matière. Le narratif du Parti s'érigea en vérité incontestable, entraînant la disparition du pluralisme dans le champ scolaire.

Interroger le manuel scolaire d'histoire fournit un éclairage sur les orientations mémorielles, mais également sur la nature des relations entre Budapest et Bucarest. Le recours à une approche comparative constitue le fil conducteur de l'étude, qui repose sur le postulat selon lequel le manuel est un objet construit : il résulte de choix, d'omissions, de simplifications ou d'amplifications, toujours marqués par leur époque¹. Émanation du discours officiel, le livre scolaire exerce une influence déterminante dans l'établissement des marqueurs identitaires, ainsi que dans l'identification au territoire². L'analyse délaïsse la réception des manuels pour se consacrer à leur contenu en tant qu'expression de l'histoire officielle. Une attention particulière est également portée aux historiens chargés de leur rédaction, où de succincts éléments biographiques permettent de cerner leur positionnement face au régime et d'appréhender leur rôle dans la production d'une « histoire sous surveillance ».

Ainsi, la présente étude vise à dévoiler la manière dont les deux pouvoirs abordèrent ce moment charnière des deux nations. Comment gérer son héritage profondément clivant et comment surmonter le paradoxe qui en découle entre récit national et fraternité socialiste ? À la lumière des contextes politiques locaux et internationaux, trois axes d'analyse émergent avec la mémoire des exactions commises en Transylvanie entre 1944 et 1945, la représentation du Premier ministre Petru Groza et la mise en récit du traité de Paris.

Les exactions de 1944 et 1945, une tâche dans le récit de la fraternité socialiste ?

Lors des combats menant à l'éviction des troupes germano-hongroises de la partie septentrionale de la Transylvanie entre août et octobre 1944, ainsi que dans les mois qui suivirent, de nombreuses exactions furent commises à l'encontre de la population civile. Elles furent, d'une part, perpétrées par les troupes germano-hongroises en retraite, et de l'autre, par les milices paramilitaires roumaines dites des Volontaires pour la Transylvanie « Iuliu Maniu » (*Voluntarii pentru Ardeal* « Iuliu Maniu ») et les gendarmes roumains. Selon les estimations les plus fiables – et modérées – le nombre total de victimes, toutes nationalités confondues, s'éleva à plusieurs centaines de personnes³. En dépit du fait que le fossé des

¹ P. Cabanel, « École et nation : l'exemple des livres de lecture scolaires (XIX^e et première moitié du XX^e siècles) », *Histoire de l'éducation*, n° 126 (2010), p. 33-54.

² W. François, *Les Figures paysagères de la nation. Territoire et paysage en Europe (16^e-20^e siècle)*, Paris, Éditions de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales, 2004.

³ I. Bandi, « Nem konvencionális módszerek az „erdélyi kérdés” megoldására 1945 és 1948 között » [Méthodes non conventionnelles pour résoudre la question transylvaine entre 1945 et 1948], in N.

chiffres avancés par les historiens hongrois et roumains semble difficile à combler, il est établi que les massacres n'atteignirent pas l'échelle de ceux perpétrés par les partisans yougoslaves dans la Bačka (Bácska – Batschka) ou celle des déportations dont furent victimes les Hongrois de Tchécoslovaquie ou d'Union soviétique⁴.

Fait marquant, aucune trace des exactions commises ne se retrouve dans les manuels publiés en Hongrie entre 1945 et 1989. Cette omission s'explique en grande partie par l'effacement général de l'histoire de la Transylvanie postérieure à 1918. Dans les premiers livres scolaires rédigés dès 1945, la temporalité semble excuser cette absence, la période subséquente à la Seconde Guerre mondiale n'étant que très brièvement traitée en l'espace de quelques lignes. Toutefois, l'occultation peut également s'interpréter comme le reflet de la grande sensibilité du sujet, dans un contexte où la volonté de faire table rase du passé dominait afin de jeter les bases d'une nouvelle ère avec les peuples voisins. Illustration des spécificités de la courte période semi-démocratique de transition entre 1945 et 1948, les auteurs n'adoptèrent pas le matérialisme dialectique comme grille de lecture, bien que les ouvrages virent le jour au sein de la maison d'édition du Parti communiste⁵. Ils se démarquèrent par leur jeune âge, tels que Kálmán Benda (1913-1994) ou encore Domokos Kosáry (1913-2007), limitant donc leur activité au cours de l'entre-deux-guerres et par conséquent leur éventuelle compromission politique.

Dans les manuels des décennies suivantes, peu de changements advinrent en la matière. Les opérations militaires en Transylvanie furent parfois relevées, mais dans le but de servir un discours élogieux à l'endroit de l'Armée rouge, reléguant au second plan le concours apporté par les troupes roumaines dans la « libération ». Dans le même temps, celle-ci ne fut considérée que pour les territoires de la Hongrie post-Trianon, sans prendre en compte les territoires récupérés après 1938.

La satellisation sans condition du pays dans l'orbite de l'Union soviétique entraîna une véritable dichotomie dans le rapport au passé. Jusqu'au début des années 1960, le régime s'attacha à mettre en exergue l'indépendance nationale, prétendument retrouvée en 1945 grâce au soutien de l'Union soviétique⁶. Il convint alors d'exalter les révoltes et révolutions menées contre les occupants étrangers, ottomans ou autrichiens, dans un discours mêlant dogmatisme marxiste et nationalisme classique. Cette rhétorique permettait de placer le Parti communiste comme unique héritier des grandes figures du récit national et seul garant et défenseur de la nation. Toutefois, les « territoires perdus » furent très largement effacés

Bárdi – A. Gidó – Cs. Z. Novák (dir.), *Erdélyi metszetek : kisebbségtörténeti tanulmányok I.*, Cluj-Napoca, Institutul pentru Studierea Problemelor Minorităților Naționale, 2025, p. 159-189.

⁴ Sz. Kovács, « Etnikai atrocitások Erdélyben (1944) » [Atrocités ethniques en Transylvanie], in *Ibid.*, p. 143-158.

⁵ I. Romsics, *Clio bűvöletében. Magyar történetírás a 19-20. században – nemzetközi kitekintéssel* [Sous le charme de Cléo. L'historiographie hongroise aux XIX^e et XX^e siècles – perspective internationale], Budapest, Osiris, 2011, p. 587-588 ; F. Glatz, « Kosáry Domokos, a történész életútja » [Parcours de vie de l'historien Domokos Kosáry], *Magyar Tudomány*, 174/12 (2013), p. 1414-1436.

⁶ A. Mód, *400 év küzdelem az önálló Magyarországért* [400 ans de lutte pour la Hongrie indépendante], Budapest, Szikra, 1954.

des chapitres d'histoire contemporaine afin de ne pas entrer en collision avec les récits – souvent concurrents – des peuples voisins et de se plier à l'internationalisme de façade⁷.

Dans le sillage de la révolution de 1956, considérée comme une résurgence du nationalisme, la conception alliant marxisme et roman national tomba en désuétude⁸. Les historiens proches du pouvoir s'attachèrent à distinguer clairement patriotisme socialiste et nationalisme bourgeois, tout en promouvant l'internationalisme prolétaire⁹. Ainsi, jusque dans les années 1980, le régime de János Kádár (1912-1989) se montra particulièrement prudent avec le traitement de tout ce qui avait trait aux minorités hongroises d'outre-frontières¹⁰. L'atténuation du dogmatisme marxiste et la transition vers la « dictature molle » (*puhadiktatúra*), caractérisant la Hongrie à partir de la seconde moitié des années 1960, laissèrent toutefois une plus grande marge de manœuvre aux intellectuels du pays. Une conséquence tangible de cette ouverture contrôlée fut la publication, en 1986, d'une *Histoire de la Transylvanie (Erdély története)* en trois volumes, éditée par l'Académie hongroise des sciences. Elle fut rédigée sous la direction de l'historien Béla Köpeczi, natif de la Transylvanie et ministre de la Culture – et donc de l'Éducation – entre 1982 et 1988¹¹. La parution de cet ouvrage suscita un véritable scandale en Roumanie, puisque perçue comme une résurgence du révisionnisme hongrois. En réponse, Nicolae Ceaușescu chargea « ses historiens » de rédiger une contre-offensive historiographique¹².

En Roumanie, l'attention portée à l'histoire de la Transylvanie contemporaine fut sans commune mesure. Contrairement à la Hongrie, aucun manuel d'histoire roumaine ne fut publié entre 1945 et 1947. Le premier ouvrage vit le jour en 1947, sous la direction de Mihail Roller (1908-1958). Cet historien amateur, stalinien convaincu et régulièrement qualifié de « propriétaire de l'histoire » (*proprietarul istoriei*) ou de « petit dictateur de l'historiographie roumaine » (*micul dictator al istoriografiei românești*), cumula les fonctions politiques et académiques et régna sans partage sur l'historiographie roumaine jusque dans la seconde moitié des années 1950. Témoignage supplémentaire de sa centralité, le « manuel de Roller », véritable avatar de la décennie, fut l'unique ouvrage d'histoire roumaine disponible pour les classes du secondaire de 1947 à 1961¹³.

⁷ A. Herber, « A történelmi tudat formálásának eszköztára a rendszerváltás előtti tankönyvekben » [La caisse à outils de la formation du savoir historique dans les manuels scolaires d'avant le changement de régime], *Történelemtanítás*, 1/4 (2010), p. 6-8.

⁸ B. Köpeczi, « Hazafiság – történettudomány – történelemtanítás » [Patriotisme – histoire – enseignement de l'histoire], *Hadtörténelmi Közlemények*, 19/1 (1972), p. 5-25.

⁹ R. Krizmanits, *Fruitful Inconsistencies : Historical Knowledge Production in Late Socialist Hungary and Croatia*, Thèse de doctorat, Budapest, Université d'Europe centrale, 2020.

¹⁰ B. Nándor, « The History of Relations between Hungarian Governments and Ethnic Hungarians Living Beyond the Borders of Hungary », in Z. Kántor (dir.), *The Hungarian Status Law: Nation Building and/or Minority Protection*, Sapporo, Hokkaido University, 2004, p. 58-66.

¹¹ O. Gilles, « L'histoire de la Transylvanie : le différend historiographique hungaro-roumain », *Revue belge de philologie et d'histoire*, 75/2 (1997), p. 457-485.

¹² Ș. Pascu – M. Mușat – F. Constantiniu, « Tudatos történelemhamisítás a Magyar Tudományos Akadémia égisze alatt » [Une falsification délibérée de l'histoire sous l'égide de l'Académie hongroise des sciences], *Előre*, n° 41 (1987), p. 4-5.

¹³ L. Pleșa, « Mihail Roller și “stalinizarea” istoriografiei românești » [Mihail Roller et la « stalinisation » de l'historiographie roumaine], *Annales Universitatis Apulensis*, 10/1 (2006), p. 165-177.

Les premiers manuels (1947/1960) dénigrèrent avec virulence la politique des nationalités menée par les gouvernements installés après le coup d'État du 23 août 1944, ce qui reflète la farouche opposition aux partis traditionnels. Le premier gouvernement, dirigé par le général Constantin Sănătescu (1885-1947), exerça le pouvoir entre le 23 août et le 2 décembre 1944, avant d'être remplacé par Nicolae Rădescu (1874-1953), également militaire de haut rang, qui occupa la fonction de Premier ministre jusqu'au 1^{er} mars 1945. Ce dernier fut par ailleurs accusé d'être un fasciste à la solde des impérialistes, qualifications relevant moins d'une analyse historique que d'un positionnement politique dans le contexte de soviétisation.

Concernant les exactions perpétrées en 1944-1945, il fut relevé par Roller que « les crimes commis contre la population hongroise, l'incitation à la haine nationale et les troubles dans le dos de l'armée soviétique forcèrent le gouvernement soviétique à retirer l'administration de la Transylvanie du Nord des mains du gouvernement Rădescu »¹⁴. La mention de ces violences, de même que celle explicite des Gardes de Maniu, fut mobilisée dans une logique de dénonciation des deux premiers gouvernements, présentés comme réactionnaires, nationalistes et incapables de gouverner. Conformément à la rhétorique de la décennie, le rôle de bienfaiteur de l'Union soviétique fut mis en exergue dans le cadre du renforcement des liens avec cette dernière.

Il est toutefois avéré que l'administration roumaine fut incapable – ou dans une certaine mesure réticente – à restaurer l'ordre en Transylvanie du Nord, de telle sorte qu'entre novembre 1944 et mars 1945, Moscou la plaça sous son administration militaire directe. Cette décision répondait à une double logique : se positionner en garant de l'ordre et en arbitre du conflit roumano-hongrois, en laissant entrevoir à chacun une issue favorable à ses revendications, l'Union soviétique consolidait son influence, tout en affaiblissant les forces politiques traditionnelles¹⁵.

À la suite de l'éviction de Mihail Roller et du tournant national amorcé par Gheorghe Gheorghiu-Dej à la fin des années 1950, le manuel de Roller dut être remplacé. Le nouvel ouvrage vit le jour en 1960, rédigé sous l'égide de trois historiens exerçant dans les meilleures universités du pays et demeura utilisé jusqu'en 1969. Conformément aux nouvelles orientations du pouvoir, il arbora un discours national plus affirmé, marquant ainsi un intermédiaire entre l'internationalisme rigide de Roller et le nationalisme exacerbé des années 1970 et 1980. Ce constat vaut également pour l'ouvrage de 1969, qui compte parmi ses auteurs Miron Constantinescu (1917-1974), historien contemporanéiste, sociologue, membre du Comité central du Parti et ministre de l'Éducation entre 1969 et 1970.

Pour autant, le rapport aux deux gouvernements de transition n'évolua guère. Ainsi, des propos à l'avenant apparaissent dans une demi-page intitulée « La réunion du nord de la Transylvanie avec la Roumanie » (*Reunirea nordului Transilvaniei cu România*), où Rădes-

¹⁴ « A magyar lakosság ellen elkövetett bűntetések, a nemzeti gyűlölködés szítása, zavar keltése a szovjet hadsereg hátában, arra kényszerítette a szovjet kormányt, hogy kivegye a Rădescu-kormány kezéből Észak-Erdély igazgatását », M. Roller (dir.), *A Román Népköztársaság története* [Histoire de la République populaire roumaine], Bucarest, Állami tanügy és pedagógiai kiadó, 1956, p. 794.

¹⁵ M. Z. Nagy – G. Vincze (dir.), *Autonomiști și centraliști: enigmele unor decizii istorice. Transilvania de Nord din septembrie 1944 până în martie 1945* [Autonomistes et centralistes : les énigmes de certaines décisions historiques. La Transylvanie de septembre 1944 à mars 1945], Cluj-Napoca, Centrul de Resurse pentru Diversitate Etnoculturală, 2008, p. 11-98.

cu et Sănătescu furent accusés de n'avoir accordé, ni l'égalité des droits, ni les libertés démocratiques aux minorités nationales. À l'instar de la politique conduite contre les masses laborieuses roumaines, les deux gouvernements menèrent une politique chauviniste contre les travailleurs des nationalités par des « actions terroristes », bien qu'aucune explication ne fût fournie sur leur nature ou leur ampleur. Ces exactions auraient alors poussé le commandement soviétique à assurer le contrôle administratif de la région jusqu'à l'instauration d'un gouvernement populaire démocratique le 6 mars 1945.

Le manuel publié en 1978 – consulté ici dans son édition de 1983 – fut rédigé par Aron Petric (1915-1981), déjà coauteur du manuel de 1960, et Gheorghe I. Ioniță (1937-2004), historien affilié à l'Institut d'histoire du Parti et membre du Comité central du Parti communiste. Sous leur plume, le gouvernement de Sănătescu demeure réactionnaire et chauviniste, notamment afin de dresser sur un piédestal le Parti, présenté comme seule force politique en mesure de régler la question nationale : « Le Parti communiste fit campagne pour attirer et mobiliser les masses de base des nationalités dans la lutte commune du peuple dans son entièreté pour la reprise économique et la démocratisation du pays »¹⁶. Néanmoins, les exactions commises en Transylvanie du Nord furent désormais passées sous silence. Cette omission s'inscrit dans le contexte d'une utilisation exacerbée du nationalisme par Nicolae Ceaușescu, marqué par une exaltation permanente de l'histoire roumaine¹⁷. Dès lors, la narration de massacres perpétrés par des Roumains ne pouvait plus cohabiter avec une vision idéalisée et héroïsée du passé national, selon lequel les Roumains se trouvèrent toujours du bon côté de l'histoire.

Petru Groza au pouvoir, le règlement de la question nationale ?

Sous la pression des Soviétiques, Petru Groza (1884-1958) fut nommé Premier ministre par le roi Michel I^{er} le 6 mars 1945, ce qui est considéré comme un tournant majeur dans le processus de soviétisation de la Roumanie. La nomination de Groza permit en contrepartie le retour de l'administration roumaine en Transylvanie du Nord¹⁸. Il fut choisi en raison de sa position transpartisanne et de sa proximité avec le Parti communiste, mais également car il entretint de bons rapports avec l'Église orthodoxe et la minorité hongroise. Transylvain et parfait magyarophone, il fut scolarisé dans un lycée de langue hongroise, avant de poursuivre ses études à l'Université de Budapest et manifesta tout au long de sa vie une passion sincère à l'égard de la culture hongroise¹⁹. Si son image est particulièrement dégradée en Roumanie depuis la fin du communisme, il continue de bénéficier d'une représentation positive au sein de la communauté magyare de Roumanie.

¹⁶ « Partidul Comunist Român a militat pentru atragerea și mobilizarea maselor de bază ale naționalităților la lupta comună a întregului popor pentru refacerea economică și democratizarea țării », A. Petric – Gh. I. Ioniță, *Istoria contemporană a României : clasa a X-a* [Histoire contemporaine de la Roumanie : 10^e classe], Bucarest, Editura Didactică și Pedagogică, 1983, p. 125.

¹⁷ K. Verdery, *National Ideology Under Socialism : Identity and Cultural Politics in Ceaușescu's Romania*, Los Angeles, University of California Press, 1991, p. 27-71.

¹⁸ A. C. Groza, « The Sovietisation of Romania – the first two years behind the Curtain of Propaganda », *Journal of Education Culture and Society*, 7/2 (2016), p. 367-369.

¹⁹ B. L. Balogh, « Petru Groza szászvárosi magyar kapcsolathálója. Osztálytársak és tanárok » [Le réseau de relations hongroises de Petru Groza à Orăștie. Camarades de classe et enseignants], in *Erdélyi metszetek...*, op.cit., p. 47-77.

Les manuels scolaires hongrois se montrèrent laconiques à son sujet. Absent de la série de 1945 pour des motifs évidents, les ouvrages ultérieurs adoptèrent une position uniforme. La Transylvanie postérieure à 1918 étant exclue du champ d'étude des manuels, c'est dans les ouvrages d'histoire universelle que se rencontrèrent les références à l'homme politique. En 1952, s'il ne fut pas expressément mentionné, la formation de son gouvernement fut jugée comme un jalon majeur sur la voie de la construction du socialisme²⁰. Fait notable, à l'instar de la Roumanie communiste, le régime hongrois entretint sa mémoire, comme en témoigne la rebaptisation d'un quai de Budapest qui prit le nom de Péter Groza de 1958 à 1997²¹.

Du côté roumain, la figure de Groza bénéficia d'un traitement nettement plus développé. Décrit comme l'artisan du progrès et de la démocratisation du pays, chaque manuel s'arrêta également sur le règlement définitif de la question nationale par la simple application des principes léninistes²². Mihail Roller accorda une page au retour de l'administration roumaine en Transylvanie du Nord, sans oublier de spécifier qu'il se fit avec l'autorisation et la bienveillance de Moscou. Dans le cadre de la politique de promotion de l'URSS, un discours d'Andreï Vychinski fut cité avec emphase : « Aujourd'hui pour la première fois dans l'histoire, l'Armée rouge, après avoir chassé les Allemands du nord de la Transylvanie, l'a rendue au peuple roumain sans s'emparer d'un seul centimètre de territoire »²³.

Si le philomagyarisme de Petru Groza ne peut être mis en doute, certaines décisions prises revêlent d'importantes contradictions, au premier rang desquelles figure la réforme agraire de 1945. Elle entérina la confiscation des propriétés de plus de 50 hectares, dont le texte particulièrement vague disposa de la saisie des biens des « collaborateurs » ou des « réfugiés », catégories qui, dans les faits, visèrent principalement les Allemands et les Hongrois. Cette réforme soulevait une sensibilité particulière en raison des profondes disparités sociales entre les minorités et la population roumaine. Ces réformes s'inscrivirent dans la continuité de celles menées au cours de l'entre-deux-guerres, visant à faire basculer le rapport de force économique du côté roumain. C'est ainsi que dans le *judet* de Cluj, 74,5 % des expropriés furent Hongrois pour seulement 15,3 % des bénéficiaires, alors qu'ils représentaient 28,2 % de la population selon le recensement de 1956²⁴.

En Hongrie, toutes les réformes agraires bénéficièrent d'une représentation laudative, considérées comme l'aboutissement du programme de 1848, véritable fondement mémoriel pour le Parti. Peu d'informations apparurent concernant la réforme roumaine. Péter Hanák (1952) déclara que : « Le peuple roumain remporta la lutte pour la répartition des terres »,

²⁰ P. Hanák, *Egyetemes történelem (Legújabb kor) : középiskolák számára* [Histoire du monde (époque contemporaine) : pour les lycées], Budapest, Tankönyvkiadó, 1952, p. 111.

²¹ En témoigne la publication de l'ouvrage suivant, rédigé en la mémoire de l'homme politique roumain : A. Sipos, *Groza Péter emlékére* [À la mémoire de Petru Groza], Budapest, Kossuth Kiadó, 1984.

²² A. Vianu – D. Almaş, *Az újkor és a jelenkor története : tankönyv a liceumok XI. osztálya számára* [Histoire moderne et contemporaine : manuel scolaire destiné aux élèves de 11^e année du lycée], Bucarest, Editura Didactică și Pedagogică, 1969, p. 263.

²³ « Ma történelem először a történelemben, hogy a Vörös Hadsereg elűzve a németeket Észak-Erdélyből, visszaadta azt a román népnek anélkül, hogy akár egyetlen centiméternyi területet is elragadt volna », M. Roller (dir.), *A Román Népköztársaság története, op.cit.*, p. 797.

²⁴ A. Lakatos, « Land Reform in Romania, 1945 : Motives and Consequences », *Philobiblon*, 19/2 (2014), p. 447-468.

selon une rhétorique caractéristique aux années 1950 qui éludait totalement la dimension nationale de la réforme²⁵. En 1966, la suppression de la classe des grands propriétaires fut signalée comme une étape importante sur la voie du socialisme²⁶.

En Roumanie, Roller réserva sept pages à la réforme agraire de 1945, ce qui atteste de sa centralité dans le discours de légitimation communiste. Il y expliqua que les terres redistribuées appartenaient au préalable à des citoyens allemands ou roumains de nationalité allemande ayant collaboré avec l'Allemagne nazie, à des criminels de guerre et à des propriétaires terriens ayant fui vers des pays en guerre avec la Roumanie après le 23 août 1944. Ces formulations – notamment la dernière – furent des références implicites aux Hongrois. Si la responsabilité collective permit de justifier la prise des exploitations des propriétaires terriens de nationalité allemande, la question se révéla plus délicate dans le cas des Hongrois. En effet, l'avènement de la fraternité entre les peuples socialistes ne permit pas d'adresser d'attaques frontales à l'encontre de la communauté magyare. Une analyse marxiste littérale lui fut préférée. Dès lors, les propriétaires terriens, quelle que soit leur origine ethnique, furent accusés de spolier la paysannerie²⁷. La même approche s'appliqua dans les autres manuels ultérieurs, comme en 1983, toutefois, une nuance y fut introduite afin de placer du bon côté de l'histoire le régime roumain : « [...] aux côtés des paysans roumains, plus de 90 000 paysans appartenant aux nationalités cohabitantes reçurent des terres »²⁸.

Au lendemain de la guerre, l'idéal internationaliste du communisme attira un certain nombre de Hongrois de Transylvanie, bien qu'ils fussent déjà en majorité relative au cours de l'entre-deux-guerres au sein du Parti communiste roumain²⁹. Bien que cet attrait fût en partie réel, l'ensemble des manuels roumains accentua largement la popularité du Parti, le présentant même comme l'unique force capable de fédérer les forces productives. Témoignage des larges libertés prises avec la réalité, le Parti communiste fut présenté comme élément moteur de l'insurrection antifasciste du 23 août 1944, alors que les fraudes massives commises lors des élections furent tout naturellement omises. Dans les manuels des deux pays, aucune référence aux transferts de population n'apparut. Pourtant, en Roumanie certaines voix roumaines s'élevèrent quant à l'éventualité de déplacer ou de mener un échange de population entre Roumains de Hongrie – constitués tout au plus de quelques milliers d'âmes – et Hongrois de Roumanie, dont le nombre dépassait le million et demi.

Le traité de Paris : résolution définitive du différend frontalier ?

Le traité de Paris rendit caducs les deux arbitrages de Vienne et ramena la Hongrie à ses frontières de 1938, à l'exception de trois villages cédés à la Tchécoslovaquie. Conformément aux dispositions de l'armistice roumano-soviétique signé le 12 septembre 1944, Mos-

²⁵ « A román nép győzelmesen vívta meg a földosztásért folyó harcot », Hanák, *Egyetemes történelem...*, *op.cit.*, p. 111.

²⁶ T. Szamuely – Gy. Ránki (dir.), *Történelem az általános gimnáziumok IV. osztálya számára* [Histoire pour les classes de 4^e année des lycées généraux], 7^e éd., Budapest, Tankönyvkiadó, 1966, p. 313.

²⁷ Roller (dir.), *A Román Népköztársaság története*, *op.cit.*, p. 797-804.

²⁸ « [...] alături de țărani români au primit pămînt peste 90 000 de țărani aparținînd naționalităților conlocuitoare », Petric – Ioniță, *Istoria contemporană a României...*, *op.cit.*, p. 132.

²⁹ A. Fülöp, *La Transylvanie dans les relations roumano-hongroises vues du quai d'Orsay (septembre 1944-décembre 1947)*, Cluj-Napoca, Centre de ressources pour la diversité ethnoculturelle, 2006, p. 43-45.

cou s'engagea à garantir la restitution de toute ou de la majeure partie de la Transylvanie. La Hongrie et la Roumanie s'étant battus contre l'URSS et ayant été « libérées » par l'Armée rouge, la question des frontières revient au Kremlin et les Anglo-Américains ne jouèrent que le rôle d'observateurs³⁰. Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, la question d'une révision partielle de la frontière hungaro-roumaine fut savamment entretenue par Staline afin de glaner une docilité totale des deux classes politiques et de favoriser les deux partis communistes³¹. La délégation hongroise espérait toujours obtenir un tracé plus avantageux, bien que ses ambitions se réduisirent progressivement à une bande de territoire longeant la frontière roumano-hongroise³².

Cependant, ces revendications ne firent pas l'objet d'une campagne active de communication entre 1945 et 1947 et le révisionnisme ouvert fut rejeté en bloc³³. L'installation au pouvoir des communistes après 1948 renforça encore la prise de distance avec les territoires perdus dans le sillage de la fraternité entre les peuples socialistes. Cette volonté d'effacement se manifesta notamment dans une directive émise en mars 1945 par Géza Teleki, ministre des Cultes et de l'Instruction publique, à l'intention des comités de révision des manuels scolaires :

« Dans les livres d'histoire, les parties dans lesquelles la période faisant suite à la guerre de 1914-1918 est traitée doivent être retirées. Ces parties enlevées doivent être rassemblées et conservées sous verrous dans l'école. [...] Dans les manuels scolaires, il faut adapter le texte au fait que juridiquement, les frontières de la Hongrie furent fixées par les lignes géographiques dudit traité de Trianon et désignées par l'accord de cessez-le-feu avec les puissances alliées. Dans les manuels scolaires, il faut expliciter que c'est à l'intérieur de ces frontières que la reconstruction doit être menée et ne pas tendre vers la récupération des territoires perdus »³⁴.

Cette évolution du rapport à l'espace se constata également à travers la disparition totale du terme « bassin des Carpates » à partir de 1948 jusqu'au changement de régime. Pourtant, jusqu'en 1945, il représenta l'écrin naturel, symbolique et historique sur lequel se superposait l'espace légitime des Hongrois³⁵. Dans le même temps, la question des minorités natio-

³⁰ *Ibid.*, p. 24-28.

³¹ C. Petrescu, « Who was the First in Transylvania ? On the Origins of the Romanian-Hungarian Controversy over Minority Rights », *Studia Politica*, 3/4 (2003), p. 1124-1125.

³² I. Romsics, *Erdély elvesztése – 1918-1947* [La perte de la Transylvanie], Budapest, Helikon, 2019, p. 370-416.

³³ M. Mevius, *Agents of Moscow : the Hungarian Communist Party and the Origins of Socialist Patriotism (1941-1953)*, Norfolk, Oxford University Press, 2005, p. 111-112, 143-146.

³⁴ « A történeti tankönyvekből el kell távolítani azokat a részeket, amelyekben az 1914-18. évi világháborút követő kort tárgyalják; azokat az eltávolított részeket összegyűjtve, zár alatt az iskolában kell megőrizni. [...] A tankönyvekben alkalmazkodni kell ahhoz a tényhez, hogy jogilag Magyarország határait azok a földrajzi vonalak szabják meg, amelyeket az ún. trianoni szerződés és a szövetséges hatalmakkal kötött fegyverszüneti megállapodás kijelölt. A tankönyvekben is ki kell fejezni, hogy ezeken a határokon belül kell az ország belső újjáépítéséhez fogni, és nem az elveszett területek visszaszerzésére törekedni », G. Teleki, *Magyar Közlöny*, 31 (1945).

³⁵ J. Floutier, « Imagined Geographies, Borders and National Space in Hungarian and Romanian Textbooks used between 1945 and 1990 », *Antropópus*, 12/1 (2023), p. 8-27.

nales devint une affaire interne aux pays concernés, sans droit de regard de la mère-patrie. En pratique toutefois, Budapest ne perdit jamais totalement de vue le sort de ses minorités d'outre-frontières, tout particulièrement en ce qui concerne celle de Roumanie.

En Hongrie, le traité de Trianon – cicatrice indélébile sur le corps de la nation – conserva une connotation négative en tant qu'injustice infligée par l'Ouest « impérialiste ». Pour autant, au fil des éditions, le sort des trois millions de Hongrois, ainsi qu'un bilan moins schématisé de Trianon, réapparurent. En revanche, la représentation du traité de Paris divergea sensiblement. Si le premier constitua une injustice impérialiste venue de l'Ouest, le second, issu de l'Est, offrit la liberté et l'indépendance au pays³⁶. Ce renversement de perspective s'avéra particulièrement prégnant dans les manuels des années 1950, comme celui de Lajos Lukács (1951) : « Grâce à la lutte libératrice et à l'aide constante de l'Union soviétique, la Hongrie retrouva son indépendance et sa souveraineté étatique qui lui manquaient depuis des siècles »³⁷. Par la suite, la diatribe prosoviétique s'atténa, tout en maintenant une évaluation favorable du traité de Paris. Ainsi, dans les ouvrages de 1966 et 1982, les auteurs relevèrent le retour de l'indépendance et la restauration des frontières, sans tenir compte de leur modification obtenue par la Hongrie horthyste en conséquence de l'alliance avec l'Allemagne hitlérienne³⁸.

En Roumanie, la position adoptée dans les différentes éditions du manuel de Roller s'inscrivait dans une stratégie de promotion du Parti, fondée sur un patriotisme revisité et l'apo-logie de l'URSS. Ainsi, le manuel exposa le PCR comme l'unique formation politique luttant contre le diktat de Vienne et insista sur le soutien soviétique en soulignant « la contribution du gouvernement soviétique à l'annulation de la décision de l'arbitrage de Vienne sur la Transylvanie et l'assistance pour la libération de la Transylvanie »³⁹. Deux éléments sont à relever dans cet extrait. D'une part, il est possible d'observer que bien avant l'avènement du national-communisme, la Transylvanie occupait une place singulière dans la construction du discours national. De l'autre, la mise en avant de la récupération de la Transylvanie grâce au concours de Moscou permit d'œuvrer à un renforcement de la sympathie à son égard et dans le même temps de faire oublier l'annexion de la Bessarabie. Ce même ouvrage affirma que l'Union soviétique fut le seul soutien de la Roumanie, alors que les puissances impérialistes souhaitaient lui imposer des conditions de paix dures et asservissantes. Ce discours révèle toute l'ambiguïté de l'ouvrage de Roller, qui exaltait à la fois l'indépendance nationale et la récupération de la Transylvanie, tout en passant sous silence

³⁶ M. Fülöp (dir.), *Az elfelejtett béke : tanulmánykötet a párizsi magyar békeszerződés életbelépésének 70. évfordulójára* [La paix oubliée : recueil d'études à l'occasion du 70^e anniversaire de l'entrée en vigueur du traité de paix de Paris], Budapest, Dialóg, 2017.

³⁷ « Magyarország, a Szovjetunió felszabadító harcának és állandó segítségének eredményeként, visszaszerezte állami függetlenségét, szuverenitását, melyet évszázadok óta nélkülözött », L. Lukács, *A magyar nép története III. rész 1849-1950 : ideiglenes tankönyv* [Histoire du peuple hongrois, partie III, 1849-1950 : manuel provisoire], Budapest, Tankönyvkiadó, 1951, p. 225.

³⁸ Szamuely – Ránki (dir.), *Történelem...*, *op.cit.*, p. 335 ; Á. Szirtes Jóvérné, *Történelem a gimnázium IV. osztálya számára 1914-1945* [Histoire pour les élèves de 4^e année du lycée 1914-1945], Budapest, Tankönyvkiadó, 1982, p. 174-176.

³⁹ « A szovjet kormány hozzájárulása az Erdélyre vonatkozó bécsi döntőbírósi határozat hatálytalanságához és segítségnyújtás Erdély felszabadításának kérdésében », Roller (dir.), *A Román Népköztársaság története*, *op.cit.*, p. 758.

la perte de la Bessarabie. En 1960, les auteurs adoptèrent la même approche, combinant culte de l'URSS et célébration de la récupération de la Transylvanie du Nord :

« Grâce à cela, l'unité nationale de notre État fut restaurée, une unité qui avait été détruite par l'odieux Diktat de Vienne. La réunification du nord de la Transylvanie avec la Roumanie fut une occasion de grande joie pour notre peuple et de gratitude pour le soutien politique apporté à la Roumanie par l'Union soviétique »⁴⁰.

Ainsi, tant en Hongrie qu'en Roumanie, les auteurs de manuels scolaires s'efforcèrent de mettre en exergue le rôle positif de l'Union soviétique, bien que dans le cas hongrois, cela se traduisît par un retour aux frontières de 1938. Le traité de Paris représenta en conséquence le triomphe de la justice, servant un discours prolix à l'égard des Soviétiques pour deux peuples non slaves, entretenant depuis le XIX^e siècle une relation particulièrement conflictuelle avec la Russie. Néanmoins, dans le sillage de la prise de distance avec Moscou et du tournant national, les historiens roumains reprirent une sémantique nationale et délaissèrent quelque peu le culte de l'Union soviétique. L'hypersensibilité développée par Bucarest autour de la Transylvanie s'explique par l'ampleur du traumatisme du « Diktat de Vienne », mais aussi car Moscou sut habilement jouer des dissensions régionales pour faire pression sur Bucarest⁴¹. Ce revirement se traduisit également par une mise en exergue constante du « génie national roumain », ainsi que par l'insistance sur le caractère intrinsèquement roumain de la Transylvanie.

En 1969, puis en 1983, les auteurs reprirent l'effort de guerre fourni contre les forces de l'Axe et les réformes de démocratisation engagées à partir de mars 1945, comme causes de l'annulation du Second arbitrage de Vienne⁴². À la suite de la signature du traité, la Roumanie fut présentée comme un acteur actif du développement des relations internationales en faveur de la paix. Si la Hongrie ne fut pas explicitement mentionnée, il est évident qu'il s'agissait de montrer la volonté roumaine de bâtir de bonnes relations, à condition que Budapest ne s'ingère pas dans les affaires intérieures et respecte les frontières établies par les traités de paix. Ce passage fit écho avec les positions adoptées par le gouvernement de Petru Groza qui aspirait à redéfinir les relations entre Bucarest et Budapest, tout en posant le respect des frontières comme une condition *sine qua non* de la coopération bilatérale. En 1983, les auteurs émirent plusieurs critiques à l'égard des grandes puissances, dont la plus

⁴⁰ « Prin aceasta s-a restabilit unitatea națională a statului nostru, unitate ce fusese știrbită prin odiosul Diktat de la Viena. Reunirea nordului Transilvania cu România a fost un prilej de mare bucurie pentru poporul nostru și de recunoștință pentru sprijinul politic acordat României de Uniunea Sovietică », D. Almaș – G. Georgescu-Buzău – A. Petric, *Istoria României – manual pentru clasa a XI-a* [Histoire de la Roumanie – manuel pour la 11^e classe], Bucarest, Editura de Stat Didactică și Pedagogică, 1960, p. 372.

⁴¹ C. Moșincat (dir.), *1940 – dictatul de la Viena în istoria și mentalul românilor : simpozion național* [1940 – Le diktat de Vienne dans l'histoire et la mentalité des Roumains : symposium national], Oradea, Tipo MC, 2012 ; B. L. Balogh, *The Second Vienna Award and the Hungarian-Romanian Relations 1940-1944*, New York, Columbia University Press, 2012.

⁴² C. Daicoviciu – M. Constantinescu (dir.), *Istoria României : manual pentru clasa a XII-a* [Histoire de la Roumanie : manuel pour la 12^e classe], Bucarest, Editura Didactică și Pedagogică, 1969, p. 358-359.

sévère concerna l'absence de reconnaissance du statut de cobelligérant à la Roumanie, en dépit des sacrifices consentis dans la lutte contre le fascisme⁴³.

En guise de conclusion

L'histoire – et tout particulièrement celle enseignée – reste instrumentalisée au service du pouvoir, avec la complicité d'historiens mobilisés par conviction, contrainte ou opportunisme. Du côté hongrois, l'histoire de la Transylvanie d'après 1918 sortit très largement du champ d'étude, limitant considérablement les informations disponibles sur la région, dont les quelques références s'en tinrent à des références s'alignant sur le discours internationaliste attendu. Du côté roumain, l'ouvrage de Mihail Roller dressa un tableau manichéen, vouant aux gémonies les gouvernements provisoires, tandis que celui de Petru Groza fut érigé en modèle démocratique. Ceci eut au moins le mérite de faire figurer les atrocités commises en Transylvanie en 1944/1945. À partir de 1969 ce schéma perdura, malgré une relative atténuation du discours, bien que les crimes perpétrés à l'encontre des populations civiles disparurent du récit. Le traité de Paris jouit d'une couverture similaire dans les deux pays, ou tout du moins jusque dans les années 1970 en Roumanie, et fut encensé en tant que triomphe de la liberté et de l'indépendance nationale. En Hongrie, sa représentation se fit en effet miroir opposé avec Trianon, témoignage de la charge idéologique des manuels.

Derrière l'illusion d'une fraternité socialiste imposée par Moscou, les tensions nationales perdurèrent, simplement dissimulées sous une chape idéologique, comme le démontre la représentation de la Transylvanie d'entre 1945 et 1947. Loin de régler la question nationale, l'importation par la force du système soviétique ne fit que geler les antagonismes historiques dans une région marquée par des frontières mouvantes et des siècles de domination impériale. La Transylvanie, objet central de la discorde, demeura profondément ancrée dans la mémoire hongroise, tandis que du côté roumain, toute immixtion de Budapest fut interprétée comme une résurgence du révisionnisme. La prétendue primauté de la classe sur la nation, pierre angulaire du discours communiste, se révéla être une chimère. Le nationalisme ne cessa d'être un outil politique puissant, particulièrement en Roumanie où il fut réactivé avec virulence par Gheorghiu-Dej à la fin des années 1950, puis par Ceaușescu.

Telle que décrite par les historiens roumains Alexandru Zub et Sorin Antohi, la manipulation du passé est une « maladie de la mémoire » dont les sociétés d'Europe centrale et orientale n'ont pas encore totalement guéri⁴⁴. Dans un contexte où les nationalismes exclusifs retrouvent de la vigueur, il est plus que jamais nécessaire de mobiliser l'histoire non pour diviser, mais pour éclairer un avenir fondé sur la connaissance partagée, la reconnaissance mutuelle et la mémoire réconciliée entre deux peuples liés par une coexistence millénaire.

⁴³ Petric – Ioniță, *Istoria contemporană a României...*, op.cit., p. 137-138.

⁴⁴ A. Zub – S. Antohi, *Oglinzi retrovizoare. Istorie, memorie și morală în România* [Rétrovisseurs. Histoire, mémoire et morale en Roumanie], Iași, Polirom, 2002, p. 155-119.